

► aux producteurs par les autorités et la CMDT, qui ont accepté d'augmenter le prix d'achat du coton-graine de 1^{ère} qualité à 200 FCFA/kg. Rien à voir avec les 170 FCFA/kg qui, l'an dernier, avaient suscité tant de remous, même si pour certains, cette hausse symbolique ne représente qu'un geste politique.

En effet, dans les périodes favorables (de 1993 à 1998) où la CMDT engrangeait des dizaines de milliards francs CFA de bénéfice, elle n'avait pu satisfaire la revendication d'une hausse de 20 à 30 FCFA/kg, alors que les paysans maliens étaient parmi les producteurs les moins bien lotis d'Afrique de l'Ouest, avec les prix d'achat les plus bas. Comment expliquer alors aujourd'hui ce revirement, à un moment où les cours mondiaux sont en chute libre (moins de 45 cents la livre de coton fibre) et que la situation financière de la société reste préoccupante¹ ?

Toujours est-il que les paysans, qui s'étaient massivement détournés du coton ces deux dernières campagnes², ont répondu favorablement à la revalorisation de leur prix d'achat, grâce à un potentiel de production resté quasi intact. Qu'ils replantent le coton ou qu'ils augmentent les superficies emblavées, ils savent que la totalité de leur production devrait alimenter les usines de la CMDT comme à l'accoutumé. Du côté de la société cotonnière comme des autorités politiques, on annonce que tout le coton produit sera « acheté et payé », tout en reconnaissant

que « la CMDT sera en déficit comme les autres sociétés cotonnières de la région ».

Les engagements seront-ils tenus ?

On peut quand même s'interroger sur la capacité financière de cette dernière à honorer de tels engagements. Ses difficultés actuelles laissent en effet penser qu'il lui sera difficile de régler les 110 milliards de FCFA nécessaires pour payer la production, d'autant que certains paysans relevant de l'Opération Haute vallée du Niger n'ont toujours pas perçu leur solde pour la campagne 2000-2001. De plus, il semblerait que l'état des usines d'égreinage, compte tenu des difficultés financières de la CMDT, ne permette pas de décortiquer dans des délais raisonnables, la totalité du coton qui sera livré.

Par ailleurs, malgré l'optimisme ambiant, le niveau de la campagne suivante (2002-2003) reste très incertain car outre les aléas climatiques, elle dépendra de la commercialisation ou pas, de la totalité de la production actuelle et du prix d'achat qui sera annoncé entre avril et mai 2002, au moment des semis ; période coïncidant également avec la date des élections.

Enfin, bien qu'au cours des états généraux de la filière coton, en avril dernier, les paysans aient spécifié que la restructuration de leurs organisations leur incom-

baît, la CMDT a entrepris, sans concertation avec les organisations en place, la création d'Associations de producteurs de coton (APC) dans les zones de Sikasso, Bougouni, etc. En procédant de la sorte, la société cotonnière et ses partenaires entendent intervenir dans la réorganisation de la filière en mettant en place de nouvelles organisations paysannes destinées à représenter les intérêts des paysans dans son capital. Une stratégie perçue par certains comme visant à fragiliser un mouvement paysan déjà mal en point. De son côté, la Banque Mondiale, convaincue de « la mauvaise santé » de la filière malienne, ne cesse de faire pression sur les autorités pour qu'aboutisse sa privatisation.

Donc, contrairement aux apparences, le record de production attendu cette année est loin de symboliser une embellie. Les manœuvres actuelles semblent plutôt viser à instaurer un climat de confiance dans la zone cotonnière afin de garantir le bon déroulement des élections. Une stratégie qui peut s'avérer porteuse à court terme en faisant remonter la production, mais qui pourrait aggraver la crise que traverse actuellement la filière. ■

JJ Dello

¹ Un plan social est même envisagé à la CMDT où de 500 à 800 emplois sont menacés sur un effectif de 2400 salariés.

² Situation ayant entraîné une dégringolade de la production et de graves conséquences sur l'économie, le coton représentant plus de 50 % des recettes d'exportation du pays.

L'OBSERVATOIRE COTON

Sensibiliser les OP sur les enjeux du coton

Par **Gaoussou Sanogo** (SYCOV) et **Kélétygui Bamba** (URECOS-CI),
président et vice-président de l'Observatoire coton*

En quête de soutiens pour préserver cet important outil d'échanges et de formation, les responsables de l'Observatoire, nous en présentent les principaux atouts.

L'Observatoire coton a été lancé à Bamako en 1997, à l'instigation du Réseau Agriculture Paysanne et Modernisation (APM Afrique). Son but : aider les leaders des organisations cotonnières à se connaître et à s'informer, alors que les filières coton subissaient de profondes restructurations (libéralisation, privatisation, etc.). Il dispose également d'un bulletin trimestriel, *l'Écho des cotonniers*, qui répercute les aspirations et les diffi-

cultés des producteurs. Après une phase expérimentale gérée par le CIEPAC¹, une ONG française qui animait depuis Montpellier son réseau de correspondants basés dans des pays producteurs de coton, à la demande des leaders paysans, l'Observatoire a été transféré en Afrique en mars 2000.

Installé au siège de la Fédération des unions de producteurs du Bénin (FUPRO), l'Observatoire est animé, le GERAM, une ONG nationale, et est dirigé par un Conseil

d'orientation composé de délégués d'organisations cotonnières du Mali, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire, du Bénin, du Sénégal, de Guinée, du Cameroun, du Tchad, du Zimbabwe et de Madagascar.

Au-delà de la production et de la circulation d'informations, sa principale ambition est d'assurer des activités de formation, de conseil et d'échanges. Confrontées aux effets de la libéralisation et de la mondialisation, objets d'âpres batailles autour du prix du coton ou de la privatisation des sociétés cotonnières, les organisations paysannes cherchent en effet à renforcer leur autonomie en se dotant d'une expertise indépendante. Leurs efforts pour s'imposer comme partenaires de filières autonomes, au niveau organisationnel, décisionnel et financier, sont de plus en plus rudes, alors que la conjoncture internationale demeure incertaine. Être suffisamment armé pour participer aux négociations et comprendre les enjeux s'impose donc pour eux comme une priorité.

APM Afrique

Le réseau *Agriculture paysanne et modernisation* a été constitué en 1995 par des responsables d'organisations paysannes et des personnes-ressources pour constituer un espace indépendant de concertation sur l'Afrique et renforcer les capacités de ses membres par l'information, la formation et les échanges. Représenté dans les pays suivants : Sénégal, Mali, Guinée, Bénin, Cameroun, Tchad, Zimbabwe, Tanzanie, il est en cours de constitution en Gambie, Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire, Ouganda, Afrique du Sud et Burkina Faso.

BP 10008 Yaoundé (Cameroun) - Tél : (237) 21 53 89 - Fax : 20 55 20

Ses activités :

- Observatoires des marchés et des politiques agricoles sur le coton, le riz, le café, cacao.
- Université paysanne africaine.
- Recherche-action sur les stratégies des OP face à la mondialisation.

Aussi, la consolidation de l'Observatoire coton reste-t-il un objectif primordial. Cependant, les contacts noués avec des partenaires potentiels (ministère français des Affaires étrangères, Union européenne, Banque mondiale, Fondations

diverses), n'ont pas encore porté leurs fruits. Cette attitude de réserve face à une initiative originale portée par des organisations paysannes, se fonde sur plusieurs raisons. Tout d'abord, le mot d'ordre sur la lutte contre la pauvreté, relayé par les bailleurs internationaux, qui pourrait conduire à dévaloriser les cultures de «rente» au profit d'un objectif de sécurité alimentaire. Ensuite, les observatoires sont un concept à la mode, d'autant mieux appréciés qu'ils associent différents acteurs d'une filière (notamment les sociétés cotonnières, la recherche et les opérateurs économiques). Or, les membres de l'Observatoire coton persistent à croire qu'ils ne peuvent tirer profit de telles instances qu'en étant suffisamment outillés pour y participer, c'est à dire bénéficier d'informations sur ce qui se passe dans les autres pays et sur le marché mondial, et de conseils d'experts sollicités par eux.

Il serait donc hâtif de dire qu'en raison des aléas de la conjoncture ou de la réorientation de l'aide au développement, le coton ne constitue plus un atout pour l'Afrique. Les paysans n'ont pas demandé à produire du coton, mais tant qu'il occupe une place centrale dans leur économie, il faut faire en sorte que cette production se développe dans les meilleures conditions et que les producteurs puissent en tirer parti pour s'adapter plus aisément aux évolutions en cours. ■

* S/c FUPRO, Bénin PB 372 Bohicon (Bénin)

Tél : (229) 51 07 00 - Fax : 51 09 46

Email : fuproben@leland.bj

¹ Ciepac : centre international pour l'éducation permanente et l'aménagement concerté

